4e Année. - Numéro 139

Jeudi 19 Mai 1898

LE NUMERO 5 CENTIMES

L'Egalité

Journal Socialiste Quotidien

DE ROUBAIX-TOURCOING

LE NUMERO 5 CENTIMES

BUREAUX
93, Grande-Rue, 93
ROUBAIX

BUREAUX
2, Rue de la Cloche, 2
TOURCOING

Elections Législatives

SCRUTIN DE BALLOTTAGE DU 22 MAI

NOS CANDIDATS :

NORD

ARRONDISSEMENT DE LILLE

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

HENRI GHESQUIÈRE

Conseiller général, adjoint au maire de Lille.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

COLONEL SEVER

Député sortant.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

JULIEN RASSEL

Ouvrier en calorifuges.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

SELLES

Maire de Denain.

Pas-de-Calais

ARRONDISSEMENT DE BOULOGNE-SUR-MER

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

ALFRED DELCLUZE

Conseiller municipal de Calais

LA POLITIQUE

DE LA BOUILLIE POUR LES CHATS!

L'interview de M. Mesureur que nous avons publié hier a mis, hors de leurs gonds, nos adversaires cléricaux.

Ils vitupèrent tout en broyant du noir.

L'*Echo* prend texte du langage si net de l'ancien ministre pour dauber sur le *Progrès* et, naturellement, le *Nouvelliste-Dépêche* l'imite en attendant que la *Croix* prenne sa place au lutrin des anathèmes.

— « Ah ! s'écrient les coalisés réactionnaires, le *Progrès* nie le pacte ; il prétend qu'aucun marché n'a été passé, qu'aucun troc n'a été fait entre radicaux et socialistes, — attends un peu, *Progrès* !»

Et suit une démonstration artificieuse du pacte alors qu'il serait si simple de s'en tenir aux déclarations que le *Progrès* a faites hier et que voici :

— « Ce qui est vrai, a dit notre confrère radical, c'est qu'un rapprochement instinctif et spontané s'est fait entre progressistes et socialistes en présence du danger commun qui les menace. Les uns et les autres ont eu cette intuition très nette que le péril immédiat, redoutable, car il a aujourd'hui l'appui du gouvernement : c'est le cléricalisme. »

Voilà qui est clair, n'est-ce pas ? et il faut vraiment avoir de l'encre à jeter aux sots pour ne pas s'en tenir à cette affirmation pure et simple d'une entente que des principes ont commandée sans qu'il fût besoin de l'intervention d'aucun machiavel radical ou socialiste.

On se demande même pourquoi le *Progrès*, après avoir si nettement parlé, daigne se défendre contre les insinuations ridicules dont il est, avec nous, l'objet, et retourne à ses adversaires, — les nôtres, — leur attitude passée !

Depuis la première élection de M. Dansette que de bonne la Deûle a charrié et combien se sont profondément modifiées les situations respectives des partis !

Mais l'heure n'est pas aux choses d'antan et nous ne pourrions nous y attarder sans négliger des intérêts plus réels.

M. Mesureur qui est bien en situation pour apprécier, a déclaré hier que, presque dans tous les ballottages, radicaux et socialistes observaient l'attitude tenue dans le Nord, par le *Progrès* et nous-mêmes.

Cependant, nous avons le devoir de rectifier une erreur de notre confrère radical qui classe au nombre des collectivistes MM. Bernard et Chiché, candidats à Bordeaux, appuyés ouvertement, dit-on, par les royalistes. MM. Bernard et Chiché se présentent, en effet, comme «nationalistes.»

Enfin, on est mal venu d'invoquer la discipline républicaine à propos de l'élection de Saint-Quentin où notre ami Turot, arrivé bon deuxième au ballottage, reste seul candidat contre M. François Hugues. La lutte, dans cette circonscription, se menant entre deux républicains, le droit de se maintenir ne peut pas être contesté au citoyen Turot pas plus qu'on n'aurait pu reprocher à Devraigne de rester sur la bréche si M. Masurel, par exemple, avait été pris de peur devant laveste que lui réservent les électeurs de Tourcoing.

A vouloir trop prouver, souvent on ne prouve rien et mieux vaut, dans une partie aussi serrée que celle qui se joue en ce moment, nous « concentrer » au lieu de nous « extérioriser. »

Que les radicaux laissent donc hurler les loups cléricaux et filent droit la route que leur trace le devoir républicain. Ils sont sûrs de nous y rencontrer, car c'est sans arrière-pensée aucune que nous allons au combat pour la République.

Et puis, ne sentent-ils pas toute l'amertume de nos communs ennemis dénonçant, en écrasant leur plume sur le papier, un « pacte » qui, nous l'avons déjà dit, n'aurait rien que de très rationnel !

Si M. Mesureur avait la licence de langage que lui prêtent l'*Echo* et la *Dépêche*, il dirait :

— « Tout ça, c'est de la *foutaise*, » traduction civile : « de la bouillie pour les chats ! »

Ce qui importe, en effet, à l'heure actuelle, ce n'est pas de nous évertuer à convaincre nos adversaires qu'ils se trompent en nous prêtant des combinaisons inutiles, mais de les empêcher de passer. Et si les radicaux ont une conscience aussi nette des intérêts de la République que les socialistes, nulle part la réaction ne passera dimanche !

G. SIAUVE-EVAUSY.

REVUE DE LA PRESSE

L'ACTION CATHOLIQUE

De la *Lanterne* :

Le citoyen Millerand, après avoir reproduit un article du *Figaro* sur l'élection de Roubaix — article que le *Réveil* a publié samedi — déclare partager l'avis de son confrère parisien et considérer l'élection de M. Motte comme un succès clérical. Il ajoute :

Fidèle à ses traditions, l'Eglise s'est faite l'auxiliaire du puissant contre le faible.

Aussi bien, ce n'est pas d'hier et seulement pour la période électorale qu'elle s'est, dans le Nord en particulier, enrôlée sous les ordres du haut patronat.

On sait ce qu'est Notre-Dame-de-l'Usine, sous quel réseau serré d'associations de toutes sortes le clergé a tenté d'emprisonner la conscience ouvrière, comment il conduit au confessionnal, aux offices, aux pèlerinages, les troupeaux d'ouvriers et d'ouvrières dont il s'est fait, pour le compte du maître, le surveillant et le guide.

Cette tyrannie morale, qui livre l'employeur jusqu'à l'intimité de la personnalité humaine dont il n'a pourtant acheté et payé que la force-travail a produit des résultats qui comblent de joie le *Figaro*.

« Ce que les catholiques ont fait à Roubaix, dit-il, ils peuvent le faire dans au moins trois cent cinquante circonscriptions. »

C'est aller sans doute un peu loin, mais la part faite de l'exagération naturelle à qui vient de remporter une victoire inespérée, il est exact que dans nombre d'arrondissements ce conseil a chance d'être écouté.

Au scrutin donc, partout, le 22 mai, pour la démocratie contre la plutocratie, pour la pensée libre contre le cléricalisme.

LA DROITE ET M. MÉLINE

Du *Gaulois* :

M. Desmoulins ne paraît pas rassuré sur le sort du Cabinet à la rentrée des Chambres : il lui promet le concours absolu de la Droite et l'adjure de rester à son poste :

Les principes de M. Méline nous sont connus, et aussi les programmes de M. Bourgeois et de ses alliés.

Entre ces deux hommes ou plutôt entre les deux politiques qu'ils représentent, il n'y a plus place pour une tierce conception gouvernementale.

Et les royalistes, comme les conservateurs sans idéal dynastique, préféreront certainement à la politique du pire la politique du moins mal.

M. Méline a donc le devoir, quoiqu'il advienne, de ne pas abandonner son poste de combat.

S'il doit succomber, il lui sera loisible de choisir le terrain sur lequel il lui conviendra de tomber, et la fortune lui ménagera une prochaine, une éclatante revanche, dont nous serons les bénéficiaires si nous avons montré une sagesse patriotique.

LE PROCÈS ZOLA

Paris, 17 mai.

M. Blanc, préfet de police, accompagné de MM. Touny, chef de police municipale, et Mouquin, commissaire divisionnaire, s'est rendu hier après-midi à Versailles où il retrouvait dans le cabinet du préfet de Seine-et-Oise, M. Gentil, le directeur de la sûreté générale, M. Viguier, accompagné de M. Cavard, contrôleur général des services extérieurs.

MM. Gentil, Blanc et Viguier ont conféré longuement sur les diverses mesures d'ordre à prendre pour le procès Zola ; puis ils se sont rendus, suivis de MM. Cavard, Touny, Mouquin, et de M. Albitre, commissaire spécial chargé du contrôle en Seine-et-Oise, au Palais de Justice où ils ont été reçus par M. Paisant, président du tribunal civil, et par M. Matter, substitut du procureur de la République. Ils ont examiné en détail le nouvel aménagement des assises et étudié quelques modifications de détail.

Quoique les mesures d'ordre ne soient pas complètement arrêtées, il semble désormais établi que la surveillance de la rue St-Pierre et des abords du Palais sera faite par des agents des brigades de réserve de Paris, sous les ordres de M. Mouquin, commissaire divisionnaire.

La gendarmerie assurerait le service intérieur avec la troupe dont un poste permanent est installé au Palais, à proximité de la prison St-Pierre.

La police dans la salle des assises revient de droit au président, M. Périvier ; dans le palais même, sous les ordres de M. Paisant, président du tribunal civil, M. Albitre, commissaire spécial, et M. Bernard, commissaire adjoint, s'occuperaient des divers incidents qui viendraient à se produire.

Les membres de la presse parisienne pénétreront dans le Palais sur le vu de leurs coupe-files ordinaires, comme cela s'était fait au premier procès Zola.

L'ACTUALITÉ

MAISON ROGEZ et Cie

Représentants de la Maison Paul Rogez — Pendant l'absence du mari. — Chez les petits commerçants. — A domicile et dans les confessionnaux.

CHEZ MOI

Neuf heures du matin... d'assez belle humeur, je frotte le cuir de mes chaussures qui, déjà, reluit, quand toc, toc... on frappe à la porte de mon logement. Je fuis, pour cacher le désordre de ma toilette, dans notre petite chambre à coucher, pendant que ma chère compagne s'empresse d'introduire le matinal visiteur.

L'avouerai-je ? J'écoutai, l'oreille tendue. Voici ce que je surpris :

Ma femme. — Monsieur...

Un silence...

Le visiteur. — Madame... Mary-Gill ?

Ma femme. — Mais... oui Monsieur.

Le visiteur (s'asseyant). — Madame, je sais que votre mari est socialiste et qu'il appartient à la rédaction du *Réveil du Nord*. Il est bien jeune encore, puisqu'il n'a pas vingt-quatre ans, et... — se levant et s'approchant de ma bibliothèque,.. — mais je vois que la question sociale le préoccupe — (I prend un livre) — : « *Misère de la philosophie*, » de Karl Marx...

Ma femme. — En effet, Monsieur, mon mari appartient à la rédaction du *Réveil du Nord*... peut-être appartenez-vous à la police, et c'est une perquisition...

Le visiteur. — Comment pouvez-vous supposer, Madame ? — (un silence, il se rasseoit). — Je suis envoyé près de vous par M. Paul Rogez.

Ma femme. — Ah!

Le visiteur continue. — Vous savez, n'est-ce pas ? que dimanche les électeurs choisiront dans cette circonscription, entre M. Paul Rogez qui représentera à la Chambre le parti de la sagesse, des réformes bien entendues (?), et le colonel Sever qui a renié son passé glorieux, qui a abandonné le drapeau tricolore pour le drapeau rougé...

Ma femme (très haut pour que j'entende et paraisse). — Mais, monsieur, mieux que moi, mon mari...

Le visiteur (solennel). — C'est au cœur de la femme que je m'adresse !

Ma femme. — Pardon, M. Paul Rogez !

Le Visiteur (d'un ton emphatique).— Au nom de M. Paul Rogez, Madame, et pour le bonheur des enfants que vous aurez et élèverez, j'en suis certain, dans la crainte des méchants et du Seigneur... — (ma femme sourit).— Ne riez pas, Madame, le vote de dimanche décidera de l'avenir de ces jeunes êtres qui seront des hommes, un jour, et vous ferez œuvre de bonne mère en conseillant vos amies...Ah! si les femmes votaient !...

Ma femme. (que ce commis-voyageur en candidat amuse enfin). — Mais elles ne votent pas, monsieur !

Le visiteur. — Aussi doivent-elles conseiller de toutes leurs forces, employer tous leurs moyens (insistant *tous leurs moyens*, pour décider leurs maris... Vous savez que M. Paul Rogez est riche ?..

Ma femme (avec un soupir). — Oui ! — se dirigeant vers la chambre à coucher et étouffant un rire sen s'adressant à moi) : « Un monsieur est là, qui désire te parler »

Moi. — Monsieur ?

Le visiteur (s'inclinant profondément) — J'étais venu, Monsieur, pour voir... pour vous voir, au nom de M. Paul Rogez.

Moi. — A qui al-je l'honneur de parler ?

Le visiteur (avec assurance). — Ça n'a pas d'importance; c'est au nom...

Moi. — Je vous demande bien pardon, Monsieur, mais j'ai l'habitude de recevoir chez moi des amis d'abord, d'accueillir, parfois, des personnes qui se font connaitre, de prier les importuns qui ne croient pas devoir me révéler leur nom en se présentant chez moi, — même si leur qualité m'est connue, — d'aller se faire pendre ailleurs... (Je montre la porte).

Sans ajouter un mot, se confondant en salutations le courtier en candidat quitte ainsi l'électeur que je suis, sans avoir pu traiter.

De ma fenêtre

Je le vois entrer chez un épicier ami. Peu après j'y vais.

— Eh bien, est-ce du vermicelle que vous offrit le représentant de la maison Rogez et Cie ?

— Non, me dit en riant aux éclats mon ami, c'est un bulletin de vote. Jadis, ajouta-t-il, ce même Monsieur venait régulièrement une fois la semaine, comme représentant d'une fabrique de margarine.

— Vous en achetiez ? fis-je, avec horreur.

— Jamais, je ne vends que du beurre pur.

« D'ailleurs, ajoute avec bonhomie mon interlocuteur, la nouvelle maison de ce commis-voyageur n'a pas eu plus de succès auprès de moi que l'ancienne.

« Jadis, quand il m'offrait samargarine, il s'efforçait, en insistant sur le bon marché du produit, sur le bénéfice que je réaliserais en le vendant comme beurre, de me prouver que j'avais tout intérêt à être acheteur : ma vieille honnêteté ne se laissait pas corrompre.

«Aujourd'hui, il s'efforce de me prouver qu'en votant pour son nouveau patron, M. Paul Rogez, nos patentes diminueront ; que je n'aurai plus à redouter la concurrence des Félix Potin et autres gros épiciers ; qu'en un mot le petit commerce sera sauvé : ma vieille conscience de républicain n'est pas plus dupe que mon honnêteté de marchand, et dimanche prochain je contribuerai pour ma part à l'échec du candidat de la *Dépêche* et de la *Croix*.

« Mais la note gaie, ajoute-t-il, est donnée dans cette nouvelle fumisterie réactionnaire. Il rend visite, depuis deux jours, non seulement aux commerçants, mais à toutes les ménagères du quartier qu'il tente d'amener, pendant l'absence du mari, à la revolte contre les sentiments de ce dernier. Il paraîtrait, d'ailleurs que semblable besogne est faite dans les confessionnaux de Saint-Maurice.

Comme il me citait quelques-unes de ses clientes qui avaient été honorées d'une visite... au nom de M. Paul Rogez, j'allai voir ces dames... en ma qualité de reporter.

Mon enquête

Chez toutes, avec sa faconde de commis-voyageur, le représentant du candidat clérical avait conjuré l'épouse d'insister auprès du mari, pour que celui-ci déposât dimanche, dans l'urne, un bulletin au nom de M. Paul Rogez qui vivement s'intéresse, paraît-il, à la situation de chaque ménage, qu'il semble connaître parfaitement.

D'aucunes, jeunes et jolies, m'ont même affirmé que le saint Monsieur, très galant... était aussi très entreprenant.

— Que voulez-vous, dimes-nous, qui veut la fin....!!

Nous ignorons quel est le salaire quotidien de ces malheureux courtier en candidats, mais si nous avons pitié d'eux pour la besogne que la misère, peut-être, les contraint de faire, quel dégoût nous éprouvons en songeant à ceux qui les salarient !

MARY-GILL.

LA RÉVOLUTION EN ITALIE

Le groupe parlementaire socialiste italien adresse aux travailleurs d'Italie un appel que nous sommes heureux de publier : il établit les causes de la Révolution et fait connaître la foi immuable du parti socialiste dans le triomphe définitif :

AUX TRAVAILLEURS D'ITALIE

L'ouverture du Parlement, où nous aurions porté aujourd'hui la voix du prolétariat, se trouvant renvoyée à une date ultérieure, nous croyons néanmoins ne pas pouvoir nous taire sur les faits qui ont ensanglanté une si grande partie de l'Italie.

Avant que le renchérissement du pain eût déterminé la moindre agitation populaire, le groupe parlementaire socialiste proposa l'abolition des droits de douane sur le blé, l'exécution immédiate de certains travaux publics, en chômage, le rationnement, qui, s'il avait été opportunément rendrait inévitables les révoltes de la faim.

Notre voix n'a pas été écoutée alors, pas plus qu'à la dernière séance parlementaire du 27 avril ; mais peu de jours après le gouvernement, surpris par les mouvements convulsifs des populations, encore plus appauvries par le contre-coup de la guerre américaine, concéda tard et mal, et partant sans action efficace sur la spéculation des affameurs, ce que les socialistes avaient tant de fois réclamé.

L'effervescence populaire, en se propageant de la Sicile et de la Pouille à l'Italie centrale et septentrionale, se traduisit par les émeutes de Milan. Celles-ci, malgré les contes fantastiques correspondances mensongères, lancés pour défendre par avance l'action préméditée du gouvernement et calquées d'ailleurs sur ceux qu'on inventa après les émeutes siciliennes en 1893-94, n'ont été le résultat d'aucune préparation ni direction.

Elles ont été une explosion irrésistible, conséquence du profond mécontentement social et politique des travailleurs et de la petite bourgeoisie en présence de l'épuisement économique de l'Italie et des énormités fiscales qui se sont multipliées dans ces dernières années avec les expéditions africaines, la gestion déplorable du budget de l'Etat, la situation commerciale compromise, la toute-puissance de la police et la suppression de toute liberté.

Le parti socialiste ne peut pas méconnaître la signification de ces mouvements populaires, qui, dans toutes les époques ont toujours alterné avec des périodes d'apparente résignation. Ils prouvent que le peuple refuse son approbation au régime qui nous gouverne et dont le sépare un abîme toujours plus profond. Le peuple ne pardonne pas les promesses d'améliorations économiques jamais tenues ; il n'a point de reconnaissance pour les réformes accordées tardivement et par force ; il sait enfin quelles répressions fratricides l'attendent lorsqu'il meurt de faim.

Tant qu'on ne portera pas remède aux causes du mécontentement populaire, à la misère, le conflit actuel ne pourra que s'aggraver.

C'est ce que nous avons toujours dit, sans être écoutés; mais les faits sont venus nous donner raison. C'est encore ce que nous répétons aujourd'hui à ceux qui accusent le Parti socialiste d'être le créateur du mécontentement, par cela seul qu'il révèle à la conscience populaire les causes et les remèdes de la misère.

Aujourd'hui plus que jamais, nous voyons la nécessité de l'organisation économique et politique du prolétariat, qui s'est révélée dans les sociétés contemporaines comme un élément indispensable du progrès civil.

Contre cette organisation et malgré les expériences toutes récentes, le gouvernement prépare et soulève des moyens de répression nouveaux, en même temps qu'il se soustrait au contrôle parlementaire et qu'il n'a recours qu'aux états de siège, en ajoutant le deuil à la misère.

En face de cet aveuglement obstiné de la monarchie, et songeant aux victimes qu'elle a faites, nous protestons douloureusement et nous continuons notre œuvre en affirmant de nouveau notre foi immuable dans l'idéal et la tactique du parti socialiste.

Rome, 17 mai.

Dans le conseil qu'ils ont tenu aujourd'hui, les ministres ont examiné la situation et constaté l'amélioration survenue. Ils ont décidé de solliciter les tribunaux militaires d'activer les procès en cours.

Le conseil a examiné aussi le cas de M. Pescetti, qui a été recueilli à Monte-Citorio, et a résolu de demander au président de la Chambre de livrer le député socialiste.

La question passionne vivement les députés présents à Rome. Presque tous refusent aux autorités militaires le droit de faire exécuter des mandats contre les députés, en dehors des territoires soumis à l'état de siège.

L'opinion prévaut que le bureau de la Chambre, réuni demain extraordinairement, se déclarera incompétent et laissera M. Pescetti continuer à trouver un asile à Monte-Citorio.

Le bruit persiste dans les cercles parlementaires que d'autres arrestations de députés sont imminentes.

La perquisition dans les bureaux du journal socialiste *Avanti !* qui durait depuis trois jours est terminée, ce matin. Elle n'a donné aucun résultat appréciable, sauf la saisie de papiers et correspondances se rapportant à la gestion du journal.

Actuellement il n'existe plus en Italie sauf l'*Avanti* de Rome, de journaux socialistes ou républicains. Tous ont été supprimés.

Naples, 17 mai.

Le général Malacria, commissaire extraordinaire à Naples, en vertu des pleins pouvoirs qui lui sont conférés par l'état de siège, a décidé que tous les ouvriers qui se mettront en grève seront déférés aux tribunaux militaires comme provocateurs de désordres.

On dit que cette décision est sans précédents.

Echos & Nouvelles

A L'OFFICIEL

L'*Officiel* d'hier avise que, par suite du blocus de la Havane, ce port cesse, jusqu'à nouvel ordre, d'être desservi par les paquebots français.

LE CHAT NOIR

La vente de la collection Salis, du cabaret du Chat Noir, a commencé hier à Paris. Les œuvres des artistes qui décoraient l'ancien cabaret ont atteint de beaux prix. Le *Pavce Domine* de Willette a été adjugé 5,850 fr.

Un de nos amis, qui fut directeur du journal « Le Chat Noir », après Salis, a l'intention, paraît-il, de mettre en vente, à Lille, les originaux des dessins qu'il a publiés.

LE FÉMINISME

La loi récente, qui reconnaît aux femmes le droit de servir de témoins, aura prochainement, nous l'avons dit hier, son application dans un mariage à Paris.

Son application, pour une naissance, vient d'avoir lieu, à Clairfontaine, près de Rambouillet. Hier, en effet, s'est présentée comme témoin à la mairie de cette commune pour déclarer la naissance d'un enfant, Mme veuve Fossard, née le 3 ventose an V de la République, c'est-à-dire le 24 février 1797, et âgée par conséquent de cent un ans.

Cette bonne vieille, ajoutons le, se porte parfaitement et a conservé toute sa lucidité d'esprit.

LES ARTS

Un chercheur qui a des loisirs, a trouvé que la France possède actuellement sur son territoire environ 22,357 peintres, soit 260 par département.

On a également calculé que la superficie des toiles couvertes chaque année par nos peintres nationaux représentait une étendue de 15 kilomètres carrés.

JAPONAISERIES

Le gouvernement japonais vient de faire paraître un volume de statistique qui nous donne des chiffres intéressants sur l'accroissement de la population.

Cet accroissement est, en une période de dix ans, de 4,404,625 individus, tandis qu'en France, pour le même laps de temps, il n'a été que de 80,000 personnes.

Les mariages sont d'un quart plus nombreux qu'en France, et, bien qu'en revanche, les divorces soient fréquents (dans la proportion de 1 divorce sur 3 mariages), ils ne paraissent pas nuire au développement de la population.

La même statistique fournit quelques chiffres sur les salaires des ouvriers japonais : les charpentiers gagnent, en moyenne par jour 1 fr. 75 ; les tailleurs, 1 fr. 55 ; les mineurs, 1 fr. 70; les imprimeurs, 1 fr. 40.

PHILATÉLIE

On a beaucoup parlé d'un timbre-poste qui a été, récemment, payé 22,000 francs par un Américain.

Il paraît que ce prix est loin d'être le plus élevé qu'ait atteint un de ces carrés de papier, et c'est toujours le fameux timbre de l'île Maurice (dont il n'existe que six exemplaires connus, qui détient le record de la valeur. Nous apprenons, en effet, qu'un de ces six exemplaires, a été vendu, il y a trois mois, à Paris, à M. M..., l'inventeur du télégraphe qui porte son nom, pour la jolie somme de 35,000 francs, payée comptant. Une commission de 5,000 fr. a même été, dit-on, versée à l'intermédiaire.

***

NOUVELLES A LA MAIN

A une table d'hôte, un commis voyageur observe un monsieur qui a l'air de chercher sur la table...

— Monsieur, lui dit-il, vous avez perdu quelque chose ?

— Non, je cherche les cornichons...

— Ah !... je voyais bien que vous n'étiez pas dans votre assiette.

A Boulets Rouges

Dupont et Durand sont des types immortels : on les retrouve par tout le monde.

A Lille, Dupont a ajouté à son nom le suffixe *chelle*. Et il a manifesté sa présence « dans nos murs » en demolissant le socialisme.

C'est dommage ! Malheureusement, c'est un fait, et on ne va pas contre un fait, — ont dit MM. Tom Gradgring et A. Reboux.

Il a d'ailleurs suffi d'un argument, d'un seul, à cet illustre Dupont-Chelle pour arriver à son but.

Cet argument, le voici :

— Les socialistes de la mairie de Lille ont supprimé la subvention à l'Arbre de Noël ! Donc le socialisme est néfaste.

Vlan ! nous voilà par terre. Il n'y a pas à dire mon beau Dubar, nous sommes cuits.

***

MM. Motte, de Montalembert, des Rotours et Dansette viennent d'être nommés membres d'honneur de la chorale des sourds-muets de France.

***

La *Croix* refuse de croire à l'existence du spectre clérical. Elle a évidemment de bonnes raisons pour dénier à ce très réel fantôme toute qualité matérielle et son attitude se comprend : elle n'a jamais soutenu que des candidats ultra-gras. Exemple : MM. Barrois et Motte.

Le fait est qu'on prendrait difficilement ceux-ci pour des spectres.

Louis MARLE.

Chronique électorale

Inepties Réactionnaires

Dans les deux circonscriptions de Lille, les cléricaux sentent leur situation désespérée. Et, comme on dit au Palais, c'est justice N'ont-ils pas l'extravagante prétention, de monopoliser le républicanisme, l'amour de la liberté, de la famille, de la patrie, le dévouement aux travailleurs ?

Farceurs, va ! Les sornettes que vous débitez dans vos parlottes sont grotesques, et vous seriez odieux devant le corps électoral, si vous n'étiez pas d'abord ridicules. — A quel homme intelligent et conscient, ferez-vous croire, comme vous l'avez affirmé dans une de vos réunions, salle de l'Alliance, rue d'Arras, « qu'en régime collectiviste, l'homme pourrait posséder, à son gré, à n'importe quel moment n'importe quelle femme ? » A qui ferez-vous croire que nous ferions disparaître la patrie et surtout la liberté ?

Pour vous, la Patrie c'est le Passé, avec son cortège de rois, d'empereurs et de dominations cléricales ; ce sont les guerres de religion, c'est la Saint-Barthélémy, c'est la révocation de l'Edit de Nantes ; c'est Galilée torturé pour avoir dit que la terre tournait, c'est Jeanne d'Arc brûlée par ordre d'une assemblée d'évêques, c'est le clergé maître des écoles, de toute la nation, c'est l'oppression capitaliste sous toutes ses formes.

Voilà ce que vous soutenez, voilà ce que nous voulons abattre.

Nous voulons la grandeur de la Patrie, non pas *le côtre*, mais *celle de tous* : de la nation qui a répandu dans le monde entier, tant d'idées généreuses, qui a fait trois Révolutions pour conquérir un peu de liberté et qui sera le noyau d'où sortira le germe de l'émancipation sociale des exploités, qui donnera le signal de la transformation économique, qui doit abattre le capitalisme.

Quant à la famille, nous supprimerons les marchandages qui lui ôtent son caractère vénérable ; nous voulons les unions libres et librement consenties, et non les marchés qui, dans la plupart des cas, moyennant une somme d'argent, ou des avantages matériels, livrent pour la vie, une femme sans défense, à un homme qu'elle ne connaît pas.

Nous voulons supprimer les sources de désunion dans les ménages en égalisant, au début, les droits de l'homme et de la femme, en rendant consciente l'union des sexes. Nous voulons substituer à l'association des intérêts qui forme aujourd'hui les mariages, l'accord des esprits, l'entente libre de deux volontés libres, l'amour enfin, remplaçant les appétits.

En dehors de cela, nous voulons supprimer la misère. La devise de 89 porte : Egalité ! Une exploitation capitaliste n'a en réalité que l'égalité dans la misère. Par suite du développement considérable qu'a pris le machinisme, l'industrie rendue plus facile et plus productrice a permis aux grands patrons de réaliser d'immenses bénéfices dont les travailleurs ont été privés.

Lorsque la petite industrie florissait, l'ouvrier vivait de son travail, parce qu'il en pouvait évaluer exactement le prix, et qu'il ne livrait ses produits qu'à bon escient. Aujourd'hui, l'évaluation de la part de l'ouvrier est plus difficile, et ne peut guère être établie qu'après la vente des produits. Comme l'ouvrier n'a pas connaissance des frais de production, le patron en profite pour évaluer, seul, le prix du travail de l'ouvrier, afin de réaliser des profits illégitimes.

Voilà pourquoi nous avons inscrit dans notre programme tant de légitimes revendications, concernant le travail.

Vous les sentez si justes que pour tromper la confiance des électeurs, pour capter les voix ouvrieres, vous devez les inscrire aussi dans vos professions de foi. M. Gayet ne disait-il pas hier dans une réunion organisée par M. Loyer :

« Il faut modifier beaucoup dans l'état de économique pour améliorer la situation des classes laborieuses ; il y a des réformes nécessaires : la limitation de la journée de travail à huit heures, la suppression du travail de nuit, la réduction du service militaire, l'entretien des caisses de retraites pour la vieillesse et tant d'autres revendications légitimes ».

Vous ajoutez il est vrai qu'elles ne peuvent être accomplies que petit à petit « grâce au dévouement modeste et persévérant de députés sérieux et honnêtes ». Mais nous prétendons nous, que les exploités ont suffisamment souffert, qu'ils en ont assez des temporisations, et qu'ils auraient bien tort de confier leurs intérêts à ceux qui ont si longtemps abusé d'eux, et qui ne cesseraient pas de si tôt, si on leur laissait le champ libre.

Nous relèverons enfin quelques mots que lancent nos adversaires dans toutes leurs parlottes, qu'ils propagent volontiers dans leur milieu. Ils sont des candidats « honnêtes », leurs électeurs sont «tous honnêtes». Que signifie cette insistance à accoupler partout l'honnêteté et vos amis ? Et nous, messieurs, des classes privilégiées ? Et les 95.000 électeurs du Nord ? Et les 940.000 électeurs socialistes français ? Qu'en faites-vous ?

Prétendez-vous monopoliser aussi l'honnêteté à votre profit ? Vous saurez, Messieurs, que sur ce point, nous n'avons pas de leçon à recevoir de vous.

Non, messieurs, l'honnêteté des exploités vaut bien celle des exploiteurs, — et nous vous mettons au défi de préciser publiquement vos jésuitiques insinuations.

Quand on est réduit à employer de pareils arguments, une cause est bien mauvaise. Le peuple vous l'apprendra dimanche, messieurs. — G.

TOUJOURS LA CALOMNIE

Pour le scrutin de ballottage, les petits papiers calomnieux sont répandus dans des proportions encore plus grandes que pour le premier tour.

Quoique nous ayons fait justice, dans le *Réveil du Nord*, de ces insanités, nous tenons à répondre à la dernière, répandue en ville sous le titre « Mairie de Lille ».

Ce petit papier débute en reprochant la création d'un service téléphonique dont la direction, aux appointements de 3,000 francs, aurait été confiée au citoyen Vanhagendoren qui aurait été mis dehors de la Maison du peuple pour s'être querellé avec les frères théosophiers.

Ce citoyen est, d'après le dire de nos adversaires, logé, chauffé et éclairé dans le nouveau Gymnase de la place Sébastopol.

Le citoyen Vanhagendoren est effectivement chargé du service téléphonique à raison de 1,600 francs par an ; et grâce à cette création la ville n'a plus de réparations à payer. Cela ne permis de constater que la ville payait encore des abonnements pour *des lignes qui sont supprimées depuis plus de dix ans*, enfin l'on aura la mesure de la bonne foi d'adversaires aux abois lorsque l'on saura que le citoyen Vanhagendoren ne demeure pas au nouveau gymnase de la Place Sébastopol, mais est établi dans la rue de la Clef.

Quant aux reproches que nous adressent